



Bruno Cathala
Greffier de la Cour pénale internationale

Discours

L'inauguration du Bureau Extérieur de la Cour pénale internationale

Bangui, le 18 octobre 2007

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et messieurs les représentants de la société civile et media,

Mesdames, messieurs,

Chers amis,

Permettez-moi de vous remercier d'avoir répondu à notre invitation alors que je connais les charges que vous assumez. J'y vois la marque de votre intérêt et de votre confiance dans la Cour et, au-delà, dans la justice internationale. Soyez en chaleureusement remercié.

Note objectif est que la Cour puisse produire une justice de qualité ce qui passe, à l'évidence, par des procédures qui respectent les principes du procès équitable, c'est-à-dire impartiale et indépendante de tout pouvoir politique, mais également, et c'est essentiel à mes yeux, par une justice qui est reconnue par les populations. Il faut que les centrafricains comprennent que cette Cour est la leur, un prolongement de leur système de justice national.

A cet effet par exemple, les victimes des crimes qui pourraient être poursuivis par le procureur doivent pouvoir accéder à la Cour, les témoins doivent pouvoir être protégés par la Cour, les journalistes doivent pouvoir avoir accès aux informations publiques de la Cour.

Ouvrir un bureau en République Centrafricaine c'est permettre de répondre à ces enjeux fondamentaux pour la Cour, et au delà à ses besoins pour les enquêtes, menées

aujourd'hui par le Procureur et demain par les avocats de la défense, si la Cour devait être saisie d'une affaire.

* * *

En effet il faut se souvenir qu'il y a presque trois ans, en décembre 2004, le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation sur son territoire à la Cour pénale internationale.

Après une analyse approfondie des informations disponibles, le Bureau du procureur est arrivé à la conclusion que les critères du Statut de Rome relatifs à la compétence, à la recevabilité et aux intérêts de la justice sont réunis, et a décidé le 22 mai 2007, soit il y a un peu moins de cinq mois, d'ouvrir une enquête sur les crimes graves commis en RCA après le 1^{er} juillet 2002.

Depuis, la CPI a commencé à travailler. Ce bureau en est l'exemple le plus visible.

Cela a été rendu possible par la coopération des autorités centrafricaines qui m'a été réitéré ce matin même par M. le Président de la République et qui s'est concrétisée par la signature, ce matin également, d'un protocole d'accord entre la RCA et la CPI concernant les conditions d'installation et de travail de la Cour sur le territoire de la République Centrafricaine.

Je voudrais vous redire Monsieur le Président combien la Cour apprécie votre engagement personnel pour la justice, déjà affiché dans votre décision de saisir la CPI, et l'esprit de collaboration avec lequel votre administration a travaillé avec mes services. A ce titre, le travail de ce Bureau, face publique de la Cour, va permettre, nous l'espérons, au-delà des enjeux fondamentaux que j'ai déjà rappelés, de conforter et de pérenniser cette confiance et de faciliter meilleure compréhension mutuelle et réciproque.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Les équipes d'enquêteurs vont travailler et le procureur à l'issue de cette enquête décidera s'il estime avoir assez d'éléments pour saisir les chambres de la Cour pour que soient jugés des faits qui pourraient recevoir une des qualifications prévues au Statut. Ce seront des juges indépendants qui apprécieront ensuite éventuellement les principales responsabilités au cours d'un procès public.

La CPI croit que la justice, en faisant la lumière nécessaire sur les faits qui ont été commis, ouvre la voie pour en tirer les leçons utiles, pour que l'oubli n'engloutisse pas ces moments tragiques. Non pour raviver les douleurs et les plaies, mais pour que les principaux criminels soient punis, pour que les victimes puissent recouvrer leur dignité et ainsi prévenir que les malheurs ne se reproduisent de façon récurrente.

Je voudrais d'ailleurs rappeler que le Statut de la CPI donne aux victimes, pour la première fois en droit international pénal, le droit de participer à la procédure se déroulant devant la Cour et demain demander des réparations sans doute symboliques et collectives. Le rôle des victimes est passé de celui de simple assistant au processus judiciaire, à celui de participant légitime.

En un mot la Cour a été créée pour substituer à une culture de l'impunité une culture de la responsabilité, comme le rappelle régulièrement le Président de la Cour.

Monsieur le Président,

Mes chers amis,

Vous l'aurez compris l'inauguration de ce bureau constitue une étape très importante dans le développement des activités judiciaires de la Cour.

Comme les centrafricains l'ont compris, puisqu'ils ont saisis la CPI, il ne fallait pas laisser le temps éroder la mémoire, c'est-à-dire laisser la nuit engloutir le souvenir des victimes et occulter l'atrocité des crimes. Comme l'indique le préambule du Statut de la CPI : « les crimes d'une telle gravité menacent la paix, la sécurité et le bien être du monde » et ce quelque soit l'endroit du monde où ils sont commis. N'est ce pas le plus petit dénominateur commun de l'humanité que de parvenir à stigmatiser et sanctionner l'inhumanité ?

Je vous remercie.